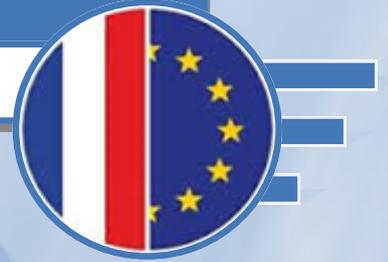


La lettre de la Représentation militaire française auprès de l'UE

REVUE TRIMESTRIELLE, N° 67 — 1ER TRIMESTRE 2017.



Le mot de l'Amiral

L'année 2016 s'est révélée particulièrement riche pour la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Je citerai à titre d'exemples la présentation par la HR/VP, Mme Mogherini, de son document sur la Stratégie globale de l'Union européenne, le souhait de donner une nouvelle impulsion à la coopération OTAN-UE, à l'appui de la déclaration de Varsovie, le lancement de la mission EUTM RCA en juillet, l'évolution du mandat de l'opération EUNAVFORMED Sophia.

Dans la continuité, les travaux du premier trimestre ont été porteurs pour la PSDC, s'agissant en particulier de la mise en œuvre des conclusions du Conseil européen de décembre en matière de sécurité et de défense. En effet, le CAE du 6 mars dernier a marqué une avancée majeure avec la mise en place d'une structure permanente de planification et de conduite des missions militaires non-exécutives (MPCC) de la PSDC (c'est-à-dire les missions de formation et de conseil en Somalie, au Mali et en République Centrafricaine). Il s'agit d'une réelle avancée institutionnelle, contribuant à l'autonomie stratégique de



l'Union européenne, tout en évitant les duplications inutiles avec l'OTAN. A présent, notre regard se portera plus particulièrement sur les opportunités offertes par cette nouvelle structure. Sur le plan des missions et opérations, la PSDC conserve plus que jamais son rôle opérationnel et de formation sur ses divers théâtres d'action. Cette ambition a notamment été renouvelée lors des passations de commandement d'EUTM Mali et EUTM RCA. A cette occasion, j'ai assisté, lors de mon déplacement à Bangui en janvier, au passage de flambeau entre le général français Eric Hautecloque-Raysz, commandant en second de l'Eurocorps, et le nouveau commandant belge, le général Ruys. La France est également mobilisée au sein de la PSDC durant le premier semestre de 2017 au titre de la prise d'alerte du Groupement tactique de l'UE (GTUE)...[suite en page 2]

Focus Capacitaire

L'UE et la Cyber
L'EURO MALE

Réserve citoyenne

Remise du diplôme de la réserve citoyenne pour le Professeur Didier Schmitt

Nouvel article de la politologue Stéphanie Heng

Egalement dans ce numéro

L'actualité de la PSDC

EUCAP Somalie

Fin de mission en RCA pour le GDI Hautecloque-Raysz

La Réserve citoyenne

En bref à la RMF



[...] suite du mot de l'Amiral

Dans la lignée des deux précédentes présidences de l'UE, les Pays-Bas et la Slovaquie, Malte compte parmi ses priorités la mise en œuvre de la Stratégie globale de l'Union européenne, dont la Haute Représentante, Mme Mogherini, présentera le premier rapport le 1er juin devant le Conseil. Une attention particulière est également portée aux enjeux migratoires, dans le cadre de la politique de voisinage, et plus précisément à la Libye. Enfin, Malte souhaite promouvoir le développement du nexus sécurité/développement.

Dans le domaine capacitaire, les réflexions se poursuivront sur la mise en œuvre du Plan d'action défense de la



Commission. Sur ce point, des inconnues subsistent quant à l'identification des ressources. Cette volonté de renforcer les capacités industrielles européennes s'inscrit en parallèle de l'engagement des Etats-membres de l'OTAN de consacrer 2% de leur PIB à l'effort de défense.

Cette lettre sera tout d'abord l'occasion de revenir sur la transition entre EUCAP Nestor et EUCAP Somalie, qui opère un recentrage de l'action sécuritaire européenne dans la Corne de l'Afrique vers la Somalie, théâtre d'engagement—civil et militaire—soutenu de l'Union européenne. Nous reviendrons aussi sur le retour d'expérience du général de division Hautecloque-Raysz, ancien commandant de la mission militaire EUTM RCA. Ce numéro mettra également en lumière deux enjeux capacitaires inscrits à l'agenda européen, c'est-à-dire les initiatives communautaires en matière de CYBER et le futur drone EURO MALE. Enfin, vous y trouverez un focus sur l'activité de la réserve citoyenne.

Je vous souhaite une bonne lecture,

Le vice-amiral d'escadre Charles-Edouard de Coriolis,
Représentant militaire de la France auprès de l'OTAN et de l'UE.

Edito

Vers la mise en place de la MPCC

Les ministres des Affaires étrangères et de la Défense de l'UE ont approuvé le 6 mars dernier, lors du Conseil des Affaires Etrangères, la création d'une structure permanente pour la conduite des missions non-exécutives de l'Union européenne : la MPCC (*Military Planning and Conduct Capability*).

Il s'agit d'une étape significative pour l'Europe de la défense, puisque ce nouveau commandement des missions a pour objectif de combler les lacunes existantes entre les commandants de mission sur les théâtres et les institutions de la PSDC à Bruxelles. Elle répond à un besoin opérationnel exprimé par les chefs de mission, au Mali, en Somalie ainsi qu'en RCA.

Les travaux de mise en place sont conduits par l'EMUE, en coordination avec les Etats-membres, le CoPS et le Comité militaire de l'Union européenne. Toujours en cours au moment de la publication de la lettre, ils feront l'objet d'une présentation plus détaillée lors du prochain numéro.

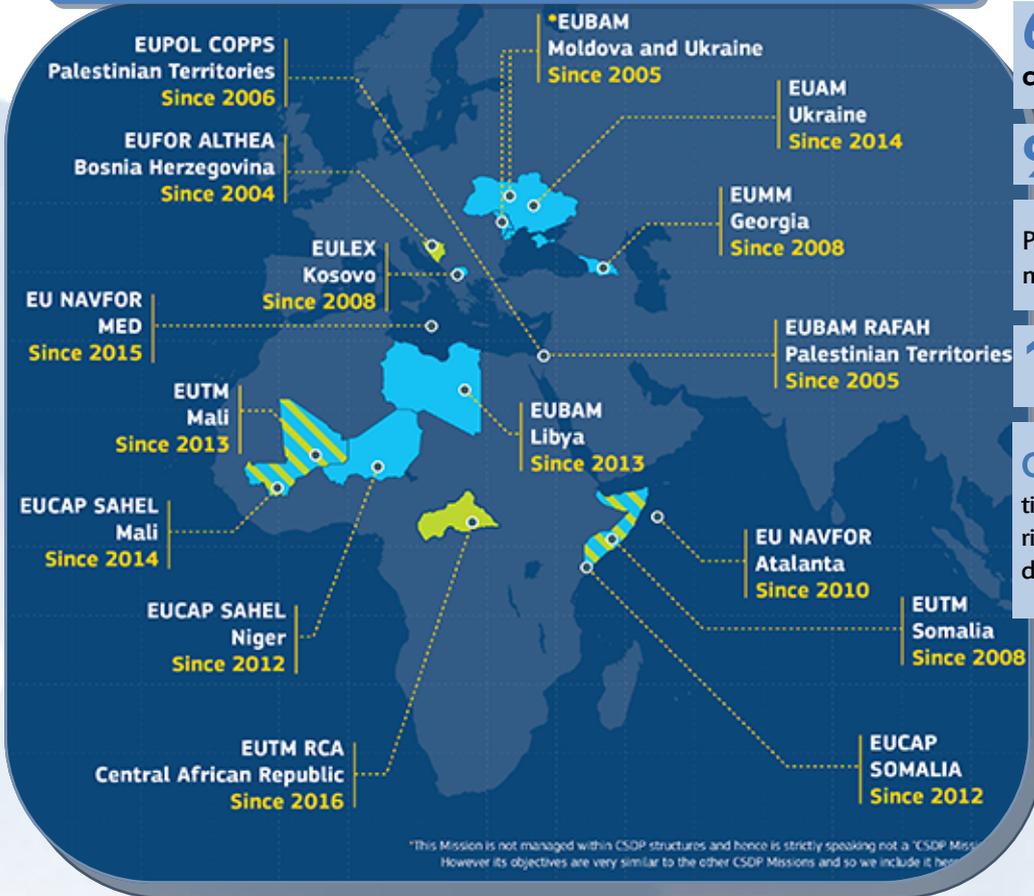
Le calendrier Défense de la Présidence maltaise



- * **01/01 au 30/06/17**: présidence maltaise du Conseil de l'UE ;
- * **09-10/03/17**: Conseil européen ;
- * **26 et 27/04**: Réunion informelle des ministres de la Défense à Malte ;
- * **27 et 28/04** : Conférence sur la mise en œuvre de la Stratégie Globale de l'UE à Malte ;
- * **16/05** : Comité Militaire en format CEMA.

l'actualité de la PSDC

Missions et opérations de la PSDC: les chiffres de 2017



6 missions et opérations militaires en cours.

9 missions civiles en cours.

Plus de **5000** personnes actuellement déployées.

18 missions achevées depuis 2003.

Objectifs: maintien de la paix, prévention des conflits, renforcement de la sécurité internationale, soutien de l'Etat de droit et prévention de la piraterie.

Passations de Commandement

EUTM RCA

Le 14/01/17, à Bangui, s'est déroulée la passation de commandement d'EUTM RCA, présidée par le général d'armée Mikhail KOSTARAKOS, président du Comité militaire de l'Union européenne, en présence du Représentant militaire français, le VAE de Coriolis.

Le général de brigade belge Herman RUYSS a pris le commandement d'EUTM RCA, succédant ainsi au général de division Eric HAUTE-CLOQUE-RAYSZ, engagé pendant six mois en République Centrafricaine.



EUTM Mali

Le 19/12/16, le général de brigade belge Peter DEVOGELAERE a pris le commandement d'EUTM Mali, succédant au général de brigade belge Eric HARVENT.

La Belgique conserve son rôle de commandement de la mission depuis le 03/07/16.



l'actualité de la PSDC



EUCAP Somalie, clé de la stratégie de sortie de l'opération navale Atalante dans la Corne de l'Afrique ?

Depuis le début de cette année, la mission EUCAP Nestor a changé de nom pour devenir EUCAP Somalie, actant ainsi le recentrage en 2016 de son action sur la seule Somalie. Initialement mission à vocation régionale, EUCAP Somalie concentre maintenant son action sur ce seul pays, tant au niveau du gouvernement fédéral que de ses entités. La mission a ainsi achevé le déploiement de son QG dans l'enceinte de l'aéroport international de Mogadiscio et devrait ouvrir un nouveau bureau au Puntland, alors que celui situé au Somaliland est désormais opérationnel.

Etablie par une décision du Conseil de juillet 2012, EUCAP a été conçue au départ pour contribuer à la lutte contre la piraterie dans la Corne de l'Afrique, en aidant à améliorer les capacités de sécurité maritime des

pays de la région. Son action devait s'inscrire en complémentarité de celle menée par l'opération navale Atalante.

Depuis son lancement, cette mission a éprouvé de nombreuses difficultés à produire des résultats significatifs, dans un contexte politique et sécuritaire très contraignant, en dépit des efforts déployés par les chefs de mission successifs. Par ailleurs, dans la mesure où les actes de piraterie ont, pour l'heure, quasiment cessé en raison notamment de l'action dissuasive d'Atalante, les Etats membres de l'UE ont décidé de faire évoluer le mandat d'EUCAP. Celui-ci n'est plus principalement centré sur l'aide à la lutte contre la piraterie mais éga-

lement, sur l'assistance à la gouvernance et à la sécurité maritime de la Somalie. Il s'agit ainsi d'assister ce pays dans le développement des fonctions de garde-côtes comme dans l'exercice de sa mission de police civile.

La lutte contre la piraterie n'est donc plus appréhendée par cette mission civile de la PSDC que dans le cadre général des actions menées par la communauté internationale dans ce domaine. EUCAP s'attache désormais à faciliter la mise en place d'un cadre réglementaire et conceptuel, préalable à des actions de « *capacity building* » au profit des garde-côtes somaliens. Cependant, pour arriver à ses fins, la mission doit disposer d'un nombre d'experts suffisant, car l'effectif réalisé actuel est d'une cinquantaine de personnes sur un total autorisé de 137. Consciente des limites de son action, la nouvelle cheffe de mission, Maria-Cristina Stepanescu (RO), appelle à une plus grande coopération avec l'opération Atalante, considérant que celle-ci

pourrait davantage soutenir EUCAP par l'organisation de « *workshops* » à bord des bâtiments, par la mise à disposition d'experts maritimes, ou la formation de garde-côtes somaliens.

Cette interpellation invite à une réflexion plus globale sur la conjugaison des moyens civils et militaires de la PSDC dans la réalisation des objectifs sécuritaires poursuivis par l'UE.



EUCAP Somalie en bref

mission de renforcement des capacités maritimes somaliennes

Théâtre d'opération : Somalie

QG de la mission : Mogadiscio

Lancement de la mission : juillet 2012

Chef de mission : Maria-Christina Stepanescu (RO)

Capacité planifiée : 176 (137 agents internationaux et 39 agents locaux)

Etats contributeurs : 9

Budget de la mission : 12 millions d'euros (16/12/15-12/12/16)



Fin de mission en RCA

Dans le sillage d'EUTM Somalie (2010) et d'EUTM Mali (2013), l'UE a lancé le 16 juillet dernier une mission de formation en République centrafricaine, EUTM RCA. Cette mission, ayant pour objectif de restructurer une armée centrafricaine représentative de la population locale et loyale à un pouvoir politique démocratiquement élu, a pris la suite de la mission de conseil militaire (EUMAM RCA, lancée en mars 2015) et, avant elle, de l'opération militaire de stabilisation (EUFOR RCA, lancée en avril 2014). Cette dernière, déjà, venait en appui de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA, lancée en avril 2014) et à la suite de l'opération française SANGARIS (décembre 2013).

Après avoir appuyé la mission de formation de l'UE au Mali au second semestre 2015, c'est à l'Eurocorps qu'a été confié le lancement d'EUTM RCA. Sous le commandement du Général de division Hauteclouque-Raysz, près de soixante militaires du Corps européen, constituant l'état-major de la mission, ont travaillé à la mise en place d'EUTM. Capitalisant sur la continuité de la présence européenne en RCA, les premiers efforts ont porté sur le renforcement des liens de confiance avec les autorités centrafricaines, les FACA ainsi que les autres acteurs internationaux. Six mois après son lancement, apparaissent d'ores et déjà les résultats tangibles de notre travail, avec notamment la formation de la première compagnie du Bataillon d'Infanterie Territoriale 3 (BIT 3) en décembre, prête à remplir des missions opérationnelles dès 2017.

Mobilisé parallèlement en tant que Groupement tactique de l'Union européenne (GTUE) en alerte au second semestre 2016, l'Eurocorps a pu démontrer la pertinence de ses capacités de projection ainsi que de conduite et de contrôle en matière de gestion de crise en soutien de la PSDC.

Cette expérience souligne également la part active que doit prendre l'Eurocorps dans les efforts employés par l'UE pour protéger sa population. L'Eurocorps peut aujourd'hui être considéré comme un modèle pertinent non seulement de moyen d'action pour la sécurité de l'Union européenne, mais aussi et surtout d'une communauté multinationale orientée vers des objectifs communs au service de l'ensemble de l'Union européenne et de l'OTAN.



Général de division Eric HAUTECLOQUE-RAYSZ

Commandant de la mission EUTM RCA (16/04/16—14/01/17)

Né le 16 mai 1960, le général de division Eric HAUTECLOQUE-RAYSZ intègre en 1981 l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr Coëtquidan, promotion « Grande-Armée ». Cavalier, le général HAUTECLOQUE-RAYSZ est un habitué des théâtres d'opérations extérieures: au Kosovo (KFOR) en 2001 puis en 2004, en Afghanistan en 2012 et au Liban en 2014. Ancien gouverneur militaire de Strasbourg et ancien chef de la 2e Brigade blindée d'Illkirch-Graffenstaden, le général HAUTECLOQUE a rejoint en 2015 le Corps de Réaction Rapide Européen en tant qu'adjoint au général commandant le corps.

Du 16/04/16 au 14/01/17, le général HAUTECLOQUE-RAYSZ a commandé la mission de formation de l'Union européenne en République centrafricaine.



Lors du dernier sommet de l'OTAN, les 8 et 9 juillet 2016, le Président du Conseil Européen, Donald Tusk, le Président de la Commission européenne, Jean Claude Juncker et le Secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg ont signé une déclaration commune sur le renforcement de la coopération pratique dans sept domaines identifiés dont, en particulier, la cybersécurité et la cyberdéfense. Ce renforcement se fera aussi bien au niveau de la doctrine et de l'entraînement qu'au niveau du partage d'informations entre les unités spécialisées des deux entités, le Computer Emergency Response Team (CERT EU) et le NATO Computer Incident Response Capability (NCIRC). De même, une plus grande cohérence sera recherchée au niveau capacitaire entre le EU Capability Development Plan (CDP) et le NATO Defence Planning Process (NDPP).

Volontariste sur les initiatives liées à la dualité civilo-militaire, l'UE voit dans la CYBER un axe de renforcement de ses capacités. Les conclusions du Conseil européen et la communication sur l'European Defense Action Plan (EDAP) placent la Cyber Défense au cœur des préoccupations de défense de l'Europe.

Un Partenariat Public-Privé (PPP) a été annoncé par la Commission Européenne (CE) le 06 juillet 2016 pour financer à hauteur d'environ 1,5G€ la recherche et l'innovation dans le domaine de la Cyber Security. Ce PPP pourrait voir son contenu complété par les actions menées par la Commission dans le cadre du plan d'action européen de la défense (EDAP). Les annonces sur les financements de défense avec un volet recherche et un volet capacitaire offriront inévitablement un champ de coopération pour les projets de Cyber défense et sécurité.

Compte tenu du caractère régalien des capacités défensives et offensives de la Cyber, les financements européens escomptés devront l'être sur des projets de renforcement des capacités de formation et d'entraînement pour les personnels de l'UE et de ses Etats-membres, en considérant 3 groupes différents : les décideurs et les acteurs de la PSDC, les spécialistes du domaine informatique et enfin l'ensemble du personnel de l'UE pour une sensibilisation aux risques CYBER.

Il est à noter que si l'UE s'investit dans le domaine de la formation sur la Cyber Défense, les capacités d'actions offensives lui sont déniées et restent la prérogative des Etats membres.

Des structures européennes déjà en place

S'agissant de la mise en œuvre, l'UE devra s'appuyer sur ses structures propres mais aussi sur les moyens mis en place par les Etats membres.



L'Agence Européenne de Défense (AED) assure la conduite de projets techniques tels que la mise en commun des actions de formation (projets CD TEXP et DePoCyTE) ainsi que la fourniture de prestations de sensibilisation avant projection des états-majors des Etats membres. Ainsi, les OHQ commandant les opérations militaires de l'UE peuvent bénéficier de formations aux dangers CYBER ainsi

qu'aux procédures à mettre en œuvre en cas d'attaque.



Le CERT-EU appuie les institutions européennes pour leur protection contre les attaques intentionnelles ciblant l'intégrité de leurs systèmes IT. Il travaille en coopération étroite avec les services SIC d'organismes comme le SEAE. En matière de coopération, il échange avec son équivalent OTAN dénommé NCIRC.



L'ENISA, quant à elle, est en charge du développement et de la promotion d'une culture de sécurité des systèmes d'information au sein de l'UE. Elle produit des recommandations de Cyber Security, participe au développement de la réglementation et à son application et enfin coopère avec l'ensemble des équipes opérationnelles à travers l'Europe.

Vers une intégration dans les opérations/missions de la PSDC

En ce qui concerne les opérations, le comité militaire de l'UE a approuvé le 23 novembre 2016 le concept de Cyber Défense pour les opérations et les missions militaires de la PSDC. Élaboré par l'état-major de l'Union européenne (EMUE) et les représentants des États membres. Ce document fédérateur est destiné à aider le Force Commander dans la prise en compte de la Cyber Défense dans sa chaîne de commandement. La prochaine étape sera la déclinaison en doctrine et procédures afin de faciliter la mise en œuvre de la Cyber Défense dans le cadre des opérations.

Le volontarisme affiché par les dirigeants de l'UE, (les déclarations, l'identification de ressources financières), ne doit pas masquer l'une des principales difficultés qui se pose au sein de la structure de gouvernance de l'Union. Il s'agit de déterminer « Qui fait Quoi ? » - et son corollaire « Qui finance ? » - entre Commission, SEAE, ENISA et AED pour ne citer que ceux-ci. La question est d'autant plus difficile à appréhender que, dans le domaine CYBER, compte tenu de la sensibilité des sujets traités, les États membres apparaissent comme privilégiant souvent les échanges bilatéraux.

L'EURO MALE, prochain symbole de la coopération européenne ?

Leur utilisation dans les conflits modernes, en Afghanistan ou en Afrique, le démontre : la valeur ajoutée opérationnelle des RPAS (*Remotely Piloted Aircraft System*) de type MALE (*Medium Altitude Longue Endurance*) est aujourd'hui un atout stratégique. Face à cette réalité, plusieurs États membres de l'UE ont décidé lors du Conseil européen de décembre 2013 de préparer la prochaine génération de manière coopérative, afin de ramener l'Europe dans ce segment et faire face à la concurrence des USA, d'Israël ou de la Chine.

Quatre États membres (Allemagne, France, Espagne et Italie) ont ainsi décidé de lancer le projet MALE en 2015 dans le cadre de l'OCCAR (Organisme Conjoint de Coopération en matière d'Armement). La première phase de définition, de 65 millions d'euros, doit ouvrir la voie à une phase de développement à grande échelle (de 2 à 4Md€). En août 2016, le contrat pour cette étude de définition du programme européen MALE a été décerné à Airbus *Defence et Space*, Dassault Aviation et Leonardo Spa. La première capacité est attendue pour 2025.

L'EURO MALE sera un système aérien piloté à distance pour les missions de renseignement, de surveillance, de ciblage et de reconnaissance (*Intelligence Surveillance Target Acquisition and Reconnaissance - ITSAR*). Un objectif clé du programme est l'intégration du drone dans le trafic aérien et la certification. Outre la dimension d'autonomie stratégique pour l'Europe, voulue dans la stratégie globale de l'UE, il s'agit d'une plus-value importante face à la génération existante de ses concurrents (*Reaper* ou *Predator C* de *General Atomics* ou

le Eitan de *Israel Aerospace Industries*), qui ne sont pas, encore aujourd'hui, certifiés pour être déployés dans un espace civil et réglementé.

L'intégration dans le Ciel Unique Européen

En effet, pour préserver la sécurité des tiers partageant l'espace aérien et de ceux au sol, ces drones ne peuvent actuellement pas évoluer librement dans les espaces aériens « classiques » (gérés par un contrôleur aérien). Ils sont ainsi exploités uniquement sur les théâtres d'opérations extérieurs et en espace ségrégué au-dessus du territoire européen, dégradant les performances du système civil. Leur intégration complète et fluide dans le Ciel Unique Européen, comme souligné par la Commission et le Conseil Européen de décembre 2013, est donc un élément clé qui permettra de « libérer » le potentiel de cette technologie. Dans ce contexte, la Commission, l'Agence Européenne de Sécurité Aérienne, l'Agence Européenne de Défense et l'entreprise commune SESAR ont [signé un accord de coordination en novembre 2016](#), afin de tirer le meilleur parti des travaux européens et promouvoir les synergies civilo-militaires dans ce domaine. Cet accord prévoit ainsi de replacer les enjeux d'intégration au cœur des priorités aéronautiques européennes et vise à établir d'ici 5 à 10 ans le cadre réglementaire et technologique nécessaire à l'exploitation de ce type d'aéronef dans le ciel européen.

Les études, telles que la *European Drones Outlook Study*, faites par la Commission, estiment ce marché à plusieurs centaines de drones d'ici 20 ans, avec des applications militaires et civiles (surveillance côtière, surveillance des frontières, réponse aux catastrophes naturelles...). Pour le secteur militaire, l'intégration fluide dans le trafic aérien sera une condition essentielle pour l'efficacité opérationnelle et la liberté d'action. Enfin, les technologies développées dans ce contexte *dual-use* viendront certainement renforcer l'expertise et les compétences industrielles européennes et trouveront à terme des applications dans l'aviation générale et commerciale, renforçant la sécurité et l'automatisation des vols dans le futur.



Le concept feMALE d'Airbus, membre du programme

Séminaires IHEDN

Les 6 et 7 janvier 2017, les auditeurs de la 2e session nationale « **Enjeux et stratégies maritimes** » de l'IHEDN se sont rendus à Bruxelles, avec pour objectif d'appréhender les grands enjeux maritimes auxquels est confrontée l'Union européenne (UE) ainsi que les politiques et les stratégies qu'elle met en œuvre pour y faire face. S'est ensuivi un débat au sein des locaux de la RMF UE.

Le 3 février 2017, les membres de la 69ème session **Politique de Défense** et de la 53ème session **Armement et Economie de Défense** des auditeurs de l'IHEDN se sont réunis en présence d'Alexis Dutertré, adjoint à l'ambassadeur Sellal, qui a délivré ses vues sur les perspectives européennes à moyen terme. Une intervention de Rini Goos, directeur-adjoint de l'AED a permis de décrire les enjeux et les opportunités offerts par cette agence à la lumière de la Global Strategy présentée par Mme Mogherini en juin dernier.



Erasmus militaire

L'initiative européenne pour les échanges des jeunes officiers inspirée d'Erasmus, plus connue sous le nom « d'Erasmus militaire », est une initiative de l'Union européenne destinée à développer les échanges entre les futurs officiers durant leur formation initiale ainsi qu'entre leurs enseignants et instructeurs. Cette initiative a été lancée avec la déclaration sur la Politique Européenne de Sécurité et de Défense des ministres européens de la Défense à l'occasion du Conseil européen de 2008.

Une réunion a ainsi eu lieu le 18/01 à la RMF UE afin de continuer à alimenter les réflexions autour de ce programme. Elle rassemblait le Dr Sylvain PAILHE (Réserviste citoyen), Michel ANDRIEU (Ex-membre de la Commission européenne), le GBR (2S) DELLAIRIA (IHEDN) et Michel RICHONNIER, un des pères fondateurs du dispositif Erasmus civil.



Réserve citoyenne

La vie du réseau Réserve Citoyenne, un instrument du réseau militaire français à Bruxelles.

Remise de diplôme pour le Professeur Didier Schmitt

Le 28 février 2017, une réunion de la Réserve Citoyenne s'est déroulée dans les locaux de la Représentation permanente en présence du Représentant militaire de la France auprès de l'UE, le VAE Charles-Edouard de Coriolis. Celle-ci a vu la remise du diplôme de réserviste au Professeur Schmitt, expert national détaché (END) auprès de l'Agence Spatiale Européenne. Le Pr. Schmitt revient d'un séjour sur la base Concordia située en Antarctique.



Nouvel article de la politologue Stéphanie Heng

La politologue et chercheuse Stéphanie Heng, membre de la réserve citoyenne, a publié un article intitulé « Comment gérer l'après Daech ? » pour L'Echo, en date du 17 mars 2017. Il est consultable à cette adresse : <http://www.lecho.be/agora/carte-blanche/Comment-gerer-l-apres-Daech/9873536?ckc=1&ts=1490113976>

Présentation du programme H2020 par des réservistes

Le 30 mars prochain, Diane Luquiser (réserve citoyenne) et Benoît Chaucheprat (réserve opérationnelle) seront dans les locaux de la RMF UE à l'occasion de la présentation du programme Horizon 2020 avec un focus sur les sujets sécurité et défense (PME, financement, profils).

Si vous désirez plus d'informations, veuillez contacter les personnes suivantes:

Gestion militaire des crises

COL (T) Durand

nicolas.durand@diplomatie.gouv.fr

Capacitaire

CV (M) Guitard

guillaume.guitard@diplomatie.gouv.fr

Gestion civile des crises

LCL (G) Baud

thierry.baud@diplomatie.gouv.fr

Finances

CRC1 Lhoste

didier.lhoste@diplomatie.gouv.fr

Influence RH

COL (A) Heurteaux

stephane.heurteaux@diplomatie.gouv.fr

Rédacteurs

Paul DESPREZ—Melvin FOULGOC

Boris ARNAULT—Killian ANSEL

Directeur publication

COL Vincent JOBIC



Pour retrouver les numéros précédents de la Lettre d'information de la RMF :

<http://www.rpfrance.eu/lettre-de-la-representation-2625>



Représentation Permanente de la France auprès de l'Union européenne

14 Place de Louvain

1000 Bruxelles